



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DES ACTION
INTERMINISTÉRIELLES

Nevers, le 10 AOUT 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

58026 NEVERS CEDEX

TEL : 03 86.60.71.43
Télécopie : 03.86.60.72.51
A.M.

N°2004-P- 2419

ARRÊTÉ

mettant en demeure M. Le Président du SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER
de régulariser la situation de son établissement qu'il exploite à CHANTENAY ST IMBERT

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'environnement, notamment son article L 514.1 ;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature officielle des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997, relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°79-5379 du 12/06/1979 délivré à la commune de CHANTENAY St IMBERT, au titre de la rubrique 322 B 2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 27 juillet 2004

CONSIDERANT que, selon l'article L 514.1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant de ladite installation, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral n°79-5379 du 12/06/1979 prescrit :

- en son article 6.2, l'obligation d'afficher des consignes, notamment en vue de prévenir tout incendie,
- en son article 8, l'obligation
- de ceinturer la décharge d'une levée de terre de 5 m de large,
- de réaliser une levée de terre en parallèle du ruisseau Le Riot,
- de clôturer de manière robuste et de toutes parts sur une hauteur de 2 m,
- de surveiller les issues lors de l'exploitation et les fermer en dehors des heures de fonctionnement,
- d'informer avec un panneau de signalisation et d'information le public non averti,

CONSIDERANT qu'il ressort de l'inspection conduite sur le site le 21 juillet 2004 l'absence:

- de toute consigne particulière,
- de ceinture autour de la décharge,
- d'une levée de terre en parallèle du ruisseau Le Riot,
- d'une clôture du site,
- de fermeture du seul accès pouvant être fermé, alors qu'aucune personne n'est présente sur le site,
- de panneau d'information.

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture;

A R R E T E

Article 1^{er} –

En application de l'article L514.1 du Code de l'Environnement, le SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER, représenté par son Président, est mis en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de prendre les dispositions visant le respect des articles 6.2 et 8 de l'arrêté préfectoral n°79-5379 du 12/06/1979.

Article 2 – Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Délais et voie de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou le Ministre en charge de l'environnement d'un recours hiérarchique.


Article 4 – Notification et exécution

M. le Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Bourgogne, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président du SYCTOM de St PIERRE le MOUTIER et dont copie sera adressée à :

M. le Maire de CHANTENAY St IMPBERT
 Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
 M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
 M. le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile,
 Mme la Directrice Régionale de l'environnement.

Le Préfet,

Pour le Préfet
 Et par délégation
 Le Secrétaire Général


 Florus NESTAR